

« La Suisse est une Europe en miniature »

Président de la Banque Cantonale Vaudoise depuis le 1^{er} janvier 2018, l'ancien diplomate Jacques de Watteville est aussi vice-président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Rencontre dans son bureau au cœur de Lausanne.

Nadine Richon

À 67 ans, Jacques de Watteville continue de s'activer pour le bien commun, alors qu'il est en train d'achever sa première année à la présidence du conseil d'administration de la Banque Cantonale Vaudoise, après une longue et brillante carrière diplomatique au service de la Suisse. Ses liens avec l'Université de Lausanne sont encore nombreux et s'ancrent dans son passé d'étudiant, lui qui a obtenu successivement deux licences, en droit et en sciences économiques, ainsi qu'un doctorat en droit (sur la piraterie aérienne), avant de s'engager comme délégué au CICR puis de revenir à Lausanne pour y effectuer son stage d'avocat. Rencontre avec un nomade de haut vol passé par Londres, Bruxelles, Damas ou encore Beijing et qui a durablement retrouvé les terres vaudoises de sa jeunesse.

Jacques de Watteville, pourquoi cette reconversion à la présidence de la BCV ?

Au moment où j'allais quitter mes fonctions de secrétaire d'État à Berne, la BCV m'a approché pour me demander si je serais disposé à rejoindre son conseil d'administration et à le présider. C'était une réelle surprise et un grand défi. J'étais honoré que l'on me sollicite et heureux de pouvoir apporter une contribution au développement économique du canton où je suis né, où j'ai fait mes études universitaires, où vivent ma famille et de nombreux amis. Ceci au service d'une belle institution, une grande banque cantonale que je dirais « universelle » – c'est-à-dire qu'elle propose une large palette de prestations aux particuliers, aux entreprises, aux collectivités publiques ou aux caisses de pension – et « de proximité », avec un ancrage local très fort. Nous avons plus de 60 agences sur tout le canton et la moitié des habitants et des PME vaudoises sont clients chez nous. Et il y a dans la mission cantonale de la BCV une dimension de service au public qui me tient à cœur.

Quels liens gardez-vous avec l'UNIL ?

Je garde naturellement des liens au travers de ceux que la BCV elle-même a avec l'Université. La BCV recrute chaque année plusieurs diplômés de l'UNIL, cofinance des projets comme le Centre de documentation et d'initiation financière à HEC et participe à un précieux réseau de contacts. Par ailleurs, certains de nos collaborateurs y donnent des cours de finance. À titre personnel, j'ai aussi donné plusieurs conférences à l'Université. Récemment, j'ai notamment été invité à prendre la parole durant un cours du professeur Gilles Grin, destiné à des étudiants en HEC, en droit et en sciences politiques. Cela a été l'occasion de dialoguer avec eux sur les relations entre la Suisse et l'UE et sur la façon de négocier avec cette dernière. J'ai trouvé cet exercice de questions croisées très stimulant. Autre exemple : une conférence que j'ai donnée cet automne, à l'invitation des professeurs Jean-Luc Chenux et Valérie Junod, aux étudiants du Master en droit et économie, sur le thème de la diplomatie économique.

Justement, qu'est-ce que la diplomatie économique ?

C'est la défense des intérêts économiques au sens large et cela s'appuie concrètement sur un réseau d'accords qui sont importants pour notre industrie d'exportation et les investisseurs suisses. Je rappelle qu'un franc sur deux gagné en Suisse l'est en relation avec les exportations. Quand j'étais en poste en Chine, j'ai participé à la négociation de l'accord de libre-échange avec ce pays. Avec l'UE, nous avons quelque 120 accords qui nous donnent un accès dans certains domaines à ce marché de 500 millions de personnes. Chaque jour, les échanges de biens et de services entre la Suisse et l'UE représentent plus de deux milliards de francs. Près des deux tiers de notre commerce extérieur se font avec l'Europe.

Qu'en est-il de la diplomatie scientifique ?

C'est un atout essentiel pour un pays comme le nôtre et nous y travaillons depuis de nombreuses années, notamment au travers de notre participation aux programmes de recherche de l'UE et via le réseau Swissnex, qui offre une vitrine à la recherche suisse dans certaines des plus grandes villes du monde, par exemple Shanghai ou Boston. Comme vous le savez, les universités et les hautes écoles suisses sont très bien classées sur le plan international et participent au pilotage de grands projets de recherche européens. Nous avons perdu du terrain à la suite de la votation de 2014 sur la libre circulation des personnes ; notre coopération en matière de recherche en Europe a été mise en danger et le manque à gagner pour la place scientifique suisse a été considérable. Heureusement, nous avons pu corriger le tir et réintégrer pour le moment le programme de recherche Horizon 2020.

On en revient toujours aux relations entre la Suisse et l'UE... Qu'en est-il de la conclusion d'un accord-cadre ?

Il y a une fenêtre d'opportunité jusque vers la fin de l'année pour parvenir à un accord sur les mécanismes institutionnels des accords d'accès au marché de l'UE. Il inclurait notamment un système de règlement des différends plus favorable que le statu quo, lequel ne nous protège pas des pressions et de l'asymétrie des rapports de force. L'avantage de cet accord-cadre est double : il apporterait une sécurité juridique et garantirait à nos exportateurs un accès non discriminatoire au marché européen dans les domaines choisis. Ceci implique que les mêmes règles s'appliquent à tous. Or, le droit européen est un droit dynamique en évolution permanente alors que nos accords sont statiques. Cet accord-cadre nous permettrait donc de mettre à jour systématiquement et de développer les accords d'accès au marché. Or, une érosion de l'accès au marché pourrait conduire à une délocalisation d'activités économiques, et donc à des pertes de places de travail, des

« L'identité et le destin de la Suisse sont intimement liés à l'histoire de l'Europe. »



Jacques de Watteville porte un regard lucide sur la question des relations entre la Suisse et l'Union européenne. F. Imhof © UNIL

perdes de savoir-faire et des pertes de rentrées fiscales pour la Suisse.

La Fondation Jean Monnet est présidée par l'Irlandais Pat Cox et vous – un Suisse! – en êtes vice-président. N'est-ce pas un décalage étrange?

Le plus étonnant, c'est que Jean Monnet, l'un des artisans de la construction européenne, ait choisi la Suisse pour déposer ses archives, à la fondation qui porte son nom et qui se trouve sur le campus de l'UNIL. Cette fondation a été dirigée pendant près de trente ans par le professeur Henri Rieben, qui avait toute la confiance de Jean Monnet.

L'identité et le destin de la Suisse sont intimement liés à l'histoire de l'Europe. Avec ses 26 cantons et ses quatre langues nationales, notre pays est en quelque sorte une Europe en miniature. L'UE doit gérer dans sa construction des problèmes que nous avons aussi dû surmonter à petite échelle au cours des siècles.

La jeunesse se sent-elle encore européenne?

En 1992 en Suisse, l'EEE avait récolté près de 50% des voix, ce qui ne serait sans doute plus le cas aujourd'hui. Il faut cependant rappeler que les années suivant le vote ont été rudes pour notre pays. Il a fallu attendre la conclusion des Bilatérales I en 1999 pour que la croissance économique reparte.

Quel est l'impact du Brexit pour la Suisse?

À ce stade, il a eu pour effet de durcir les positions de l'UE dans les négociations avec la Suisse, car l'UE redoute que toute concession qui nous serait faite puisse servir de précédent aux Britanniques et être invoquée dans leurs négociations avec Bruxelles.

Le Brexit sera un processus long et complexe, qui prendra, même après 2019, beaucoup de temps et d'énergie. Après avoir réglé le divorce, l'UE devra reconstruire une nouvelle relation avec le Royaume-Uni. Et ceci alors

que 2019 verra aussi le renouvellement du Parlement européen et de la Commission...

Comment voyez-vous le nouveau Parlement européen?

Les dernières élections en Allemagne et en Italie font penser à une montée des extrêmes. Même si le bloc des ultraconservateurs britanniques ne sera plus au Parlement européen, les partis du centre risquent de perdre du terrain. L'image de l'UE s'est détériorée alors même que, ces dix dernières années, elle a fait des avancées concrètes importantes, notamment pour gérer la crise financière et en éviter une autre.

Le repli sur soi conduirait à une baisse des niveaux de vie et un Etat seul ne pourrait pas résoudre des problèmes comme le réchauffement climatique, les flux migratoires ou encore la lutte contre le terrorisme. La coopération internationale est essentielle.